



PRÉFET DE LA LOIRE

ARRETE N° 541 DDPP 2017
portant levée de consignation de somme

Le préfet de la Loire

Vu le Titre VII du Livre Ier du Code de l'Environnement relatif aux dispositions communes et notamment son article L. 171-8 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°329 DDPP 15 du 27 juillet 2015 réglementant la communauté de communes du Pays de Saint-Galmier pour l'exploitation d'une déchetterie sur la commune de Saint-Galmier – Z.A. des Flaches ;

Vu l'arrêté préfectoral n°398 DDPP 16 du 21 septembre 2016 mettant en demeure la communauté de communes du Pays de Saint-Galmier de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°406/DDPP/2017 du 2 novembre 2017 prescrivant à l'encontre de la communauté d'agglomération de Saint-Etienne métropole, en sa qualité d'exploitant d'une déchetterie sur la commune de Saint-Galmier - Z.A. des Flaches, la consignation d'une somme de 40 000 € répondant du montant des travaux à réaliser pour satisfaire l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 28 novembre 2017, constatant que l'exploitant s'est engagé par courrier du 20 novembre 2018 à réaliser les travaux de mise en conformité au plus tard le 28 février 2018 ;

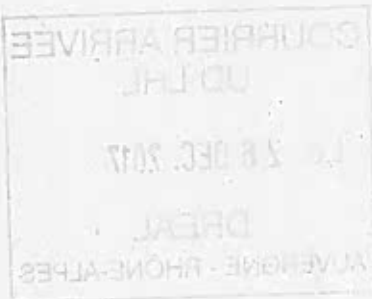
CONSIDERANT qu'il y a donc lieu de lever la procédure de consignation engagée ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire,

ARRETE

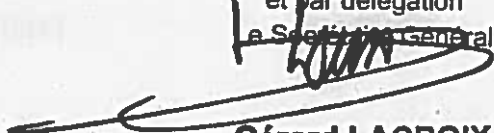
ARTICLE 1er : La consignation de somme de 40 000 euros prescrite par l'arrêté préfectoral n°406-DDPP-2017 du 2 novembre 2017 à l'encontre de la communauté d'agglomération de Saint-Etienne Métropole, est levée.

ARTICLE 3 : Monsieur le sous-préfet de Montbrison, Monsieur le Directeur départemental des finances publiques, Madame la Directrice départementale de la protection des populations, Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, chargée de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le maire de Saint-Galmier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.



27 DEC. 2017

Fait à Saint-Etienne, le Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général


Gérard LACROIX

copie adressée à :

- Communauté d'agglomération de Saint-Etienne Métropole
2 avenue Grüner 42006 Saint-Etienne
- Sous Préfecture de Montbrison
- Mairie de Saint-Galmier
- Inspection de l'environnement DREAL UT 42/43
- Plate-forme régionale CHORUS
- Archives
- Chrono